

Document de travail¹

Thème 3 : Une bonne gouvernance des migrations pour un développement durable

Séance de table ronde 3.1 : *Aligner la gouvernance sur les moteurs actuels de la migration*

1. Introduction

Les avis en ce qui concerne la relation entre la migration et le développement ont beaucoup évolué au cours des dernières années. Il est désormais largement admis que la migration et les migrants ont un impact sur les processus de développement mais aussi que les processus de développement peuvent avoir un impact - tant positif que négatif - sur la migration². Le défi des politiques de migration et de développement consiste donc à prendre en compte la question de la migration dans tous les processus de planification politique, économique et sociale dans les pays d'origine, de transit et de destination afin de s'assurer qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte du développement durable. Dans ce contexte, il est important d'examiner plus en détail les raisons qui poussent les gens à migrer et les différentes formes émergentes de gouvernance migratoire pouvant tirer parti des opportunités et relever les défis associés à ce phénomène.

En savoir plus sur les raisons pour lesquelles les gens se déplacent et sur l'interaction de ces mouvements avec les processus économiques, politiques, sociaux, démographiques, environnementaux et de développement et leur impact réciproque permettrait aux gouvernements et aux acteurs humanitaires et du développement de mieux tenir compte de ces facteurs dans la planification des politiques et des programmes à long terme. Au lieu de réduire la migration à un « acte de désespoir », une telle approche accompagne une migration informée, sûre, ordonnée et régulière, qui puisse autonomiser les gens et favoriser leur développement humain. Dans ce contexte, les discussions sur les moteurs de la migration et les structures de gouvernance dans le cadre du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et leur inclusion dans l'objectif 2 du projet final arrivent à point nommé et sont pertinentes pour le présent document de travail.

¹ Le présent document a été préparé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sous la direction des coprésidents de la TR 3.1, le Bangladesh et le Zimbabwe, et sur la base des discussions au sein de l'équipe de la TR 3.1 pendant et entre les consultations de la table ronde. Même si tout a été mis en œuvre pour s'assurer que les informations fournies sont exactes, les auteurs déclinent toute responsabilité et ne donnent aucune garantie quant à la validité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans le présent document. Ce dernier a pour unique objectif d'informer et de stimuler le débat de la table ronde 3.1 lors de la réunion au sommet du FMMD, en décembre 2018. Il n'est pas exhaustif dans son traitement du thème de la table ronde 3.1 et ne reflète pas nécessairement les points de vue des auteurs, des organisateurs du FMMD et des gouvernements ou organisations internationales impliqués dans le processus du FMMD.

² Hein de Haas (2009) Mobility and Human Development

L'objectif de la présente table ronde est donc d'examiner les façons dont les moteurs de la migration ont été perçus jusqu'à présent, la manière dont cette analyse a évolué et les méthodes pour en tenir compte dans les efforts de gouvernance migratoire actuels dans le contexte du programme de développement durable à l'horizon 2030 et du pacte mondial sur les migrations.

2. Comment les moteurs de la migration ont-ils été perçus et étudiés à ce jour ?

Les moteurs sont souvent perçus comme des facteurs sous-jacents qui encouragent les gens à se déplacer, mais il n'existe pas de définition universelle reconnue à l'échelle internationale.³ Ils influencent la décision d'une personne de migrer à l'intérieur de son pays ou de s'installer à l'étranger. Ils peuvent agir à l'échelle individuelle et communautaire et sont conditionnés par des aspects structurels nationaux et internationaux. En bref : « Les moteurs peuvent déclencher la migration ou l'entretenir une fois qu'elle a commencé. »⁴ Ils influent sur l'ampleur, le lieu, la distance et la durée du processus de migration. Ils peuvent dès lors encourager les mouvements migratoires internes, de même que les flux internationaux. Dans les processus de retour forcé ou volontaire, les moteurs peuvent également avoir un impact sur la probabilité d'une (ré)intégration réussie, voire déclencher des mouvements migratoires secondaires. Il est dès lors important de souligner que les moteurs sont propres à un contexte donné et qu'ils dépendent de la résilience individuelle et communautaire aux tensions et aux chocs externes.⁵ Voilà qui démontre combien il est important de bien comprendre les moteurs de la migration et les effets sur le développement local, qui peuvent être très divers, même à l'intérieur d'un même pays. Ainsi, adopter une perspective nationale ne fait que limiter cette compréhension et par conséquent rend l'élaboration de politiques visant à traiter les moteurs et à promouvoir les voies migratoires régulières moins efficace.

Les recherches actuelles mettent en évidence la nécessité de diviser l'analyse des moteurs en différentes catégories, tout en reconnaissant que la décision ultime de se déplacer appartient à l'individu ou à la communauté. Parmi les approches possibles dans ce contexte figurent l'analyse des facteurs structurels et immédiats, la distinction entre les facteurs à court, moyen et long terme ou la tentative de distinguer entre des facteurs prédisposants, immédiats et déclencheurs et des facteurs médiateurs.⁶ Il n'existe toutefois pas d'approche universellement acceptée dans ce domaine. Les gens peuvent migrer pour accéder à de meilleures perspectives économiques et des possibilités de formation et d'emploi plus intéressantes pour eux-mêmes et pour leur famille. Ils peuvent se déplacer en raison d'une crise - qu'elle soit d'origine naturelle ou humaine - et, de plus en plus, en réaction aux changements environnementaux.

De façon générale, au niveau structurel, on a considéré que les moteurs incluent des facteurs économiques, démographiques et environnementaux, de même que des dynamiques sociales et politiques. En outre, l'absence d'accès aux droits de l'homme fondamentaux (accès aux soins de santé, à l'alimentation, à l'éducation de base, etc.), la discrimination, la pauvreté, l'insécurité et la criminalité peuvent avoir un impact déterminant sur la décision d'une personne de se déplacer. Ces conditions structurelles peuvent influencer des événements individuels soudains et provoquer des chocs ou des crises à court terme qui ont la capacité de déclencher des mouvements migratoires forcés. Les conflits

³ Rapport du RSSG M. Sutherland de 2017;

http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/events/coordination/15/documents/Report%20of%20SRSG%20on%20Migration%20-%20A.71.728_ADVANCE.pdf.

⁴ Van Hear, Bakewell, Long (2012) Drivers of Migration; <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp1-drivers-of-migration.pdf&site=354>

⁵ Dossier d'information 2017 de l'OIM

⁶ ODI (2015) Why people move – Understanding the drivers and trends of migration in Europe; <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10209.pdf>

et les catastrophes liées aux aléas naturels ont traditionnellement été reconnus comme des moteurs des déplacements de masse et de la migration forcée. Parmi les autres moteurs figurent les crises économiques, la montée de la violence et la fragilité institutionnelle. Des études ont également reconnu la discrimination, la violence sexiste, d'autres types de violences, ainsi que l'accès à la terre comme d'importants facteurs qui peuvent avoir un impact déterminant sur la décision d'une personne de se déplacer⁷. Les inégalités, tant au niveau communautaire, à l'intérieur du pays et entre les pays est un autre facteur qui peut influencer sur la décision d'une personne de se déplacer.⁸

Alors que le processus migratoire lui-même peut être bénéfique pour le développement humain et le bien-être sur le plan individuel, son impact peut être tant positif que négatif pour les communautés ou les pays en question. L'émigration des travailleurs peut avoir un impact négatif sur la situation démographique d'une communauté et, partant, sur les possibilités de développement local, mais elle peut également contribuer à réduire la pression due au chômage. Les populations issues de diasporas peuvent soutenir leur famille restée au pays moyennant des envois de fonds, des économies et des investissements, mais cette situation peut aussi contribuer à accroître les inégalités entre ceux qui bénéficient et ceux qui ne bénéficient pas d'un tel soutien au sein des communautés d'origine, ce qui favorise encore davantage l'émigration.⁹ Ces exemples montrent combien il est important d'examiner les moteurs de la migration dans leur contexte territorial spécifique et d'élaborer des stratégies participatives fondées sur les besoins et les capacités qui tiennent compte des différents facteurs pouvant influencer la migration, mais aussi de l'impact que la migration peut avoir sur les communautés.

Dans l'ensemble, s'il est vrai qu'un volet important de la mobilité est lié d'une manière ou d'une autre à la recherche de meilleures conditions de vie et d'emploi, il convient également de reconnaître que celle-ci s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large.¹⁰ Par exemple, une étude récente sur les effets de la libre circulation au sein de l'Union européenne a montré que même si cette politique n'a pas entraîné de flux migratoires de masse, les inégalités entre les pays ont eu un impact décisif sur le type de mobilité qui se produit.¹¹

3. Comment les moteurs de la migration ont-ils été discutés au sein du FMMD et d'autres enceintes multilatérales ?

Au cours des dix dernières années, le FMMD a discuté des différents moyens de traiter les moteurs de la migration irrégulière et forcée. Les conflits, les effets négatifs des changements environnementaux, les catastrophes liées aux aléas naturels, les violations des droits de l'homme, le manque de perspectives et les facteurs économiques, démographiques ou environnementaux ont été discutés individuellement ou conjointement dans des contextes nationaux, transfrontaliers ou régionaux. Le FMMD a également examiné les pratiques afin d'assurer des voies migratoires régulières et de garantir des visas humanitaires ou une protection temporaire aux personnes dans des situations de conflit ou affectées par le changement climatique et les catastrophes liées aux aléas naturels. Le FMMD a reconnu la nécessité de développer des cadres de protection spécifiques pour les personnes déplacées au-delà des frontières de leur pays dans le contexte de catastrophes et du changement climatique, notamment les personnes

⁷ OIM (2015) World Migration Report – Background Paper, p. 22; https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/MPR/WMR-2015-Background-Paper-CTacoli-GMcGranahan-DSatterthwaite.pdf

⁸ Banque mondiale (2006) World Development Report - Migration and Inequality http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2006/Resources/477383-1118673432908/Migration_and_Inequality.pdf

⁹ Document de travail du FMMD

¹⁰ OIM (2017). Publication de la division Migration, Environnement et Changement climatique (MECC) http://publications.iom.int/system/files/pdf/mecc_outlook.pdf

¹¹ https://ec.europa.eu/jrc/sites/jrcsh/files/kjna29060enn_en_.pdf

contraintes de se déplacer en raison de la détérioration de l'état de l'environnement due aux effets néfastes du changement climatique et à d'autres aléas naturels¹². Des mesures politiques concrètes ont été recensées dans les domaines de la migration provoquée par le changement climatique et des causes profondes de la migration forcée. En outre, le FMMD a souligné l'importance d'utiliser les ODD comme cadre général dans le contexte de la migration.¹³ Voici quelques-unes des recommandations du FMMD au pacte mondial sur les migrations en ce qui concerne l'analyse des moteurs de la migration :

- Traiter la vulnérabilité et répondre aux besoins à long terme des migrants en situation de crise et de sortie de crise moyennant une plus grande cohérence politique et la reconnaissance de l'interconnexion de la migration et du développement, ainsi que d'autres domaines politiques spécifiques, tels que le changement climatique, le commerce ou les politiques du travail.
- Faire participer les acteurs du développement aux interventions tout au début des mouvements de masse de populations afin d'apporter une réponse adéquate aux déplacements à long terme.
- S'attaquer aux causes profondes de la migration moyennant de nouvelles recherches sur les moteurs et les types de migrations.
- Élaborer des mesures préventives et préparatoires pour atténuer la portée et l'ampleur de la migration forcée et minimiser les risques et la vulnérabilité des migrants.¹⁴

Au niveau mondial, une enquête de 2017 auprès de l'ensemble des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) a montré que la question de traiter les moteurs de la migration était prioritaire pour les MCIM dans toutes les régions du monde, notamment grâce au déploiement d'efforts accrus dans les domaines du développement, de l'éradication de la pauvreté, et de la prévention et la résolution des conflits, ainsi que la nécessité de prendre des mesures pour faire face à la situation des migrants dans les pays en crise. Seize MCIM se sont intéressés au thème principal de la migration irrégulière, six se sont penchés sur l'asile et trois se sont attachés à la réduction des risques de catastrophe et aux changements environnementaux et climatiques. Rien qu'en 2017, les MCIM ont organisé 82 réunions. La majorité d'entre elles se sont intéressées de façon directe ou indirecte à divers types de moteurs de la migration – soit en tant que question distincte soit en conjonction avec les discussions sur le pacte mondial sur les migrations ou les objectifs de développement durable.

4. Une nouvelle approche intégrale aux moteurs

Comme nous l'avons montré plus haut, les moteurs ont jusqu'à présent été perçus comme des aspects qui - lorsqu'ils sont abordés de façon adéquate - peuvent réduire la possibilité d'un type spécifique de migration : la migration forcée. De plus, en attachant une importance particulière aux moteurs de la migration, cette approche était axée sur un seul volet et a contribué à tenir compte principalement des aspects négatifs, tels que la pauvreté, les conflits¹⁵, les crises, etc. Elle s'inscrit dans le droit fil des

¹² Veuillez vous reporter aux discussions pertinentes dans le contexte de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, de la résolution A/HRC/35/20 du Conseil des droits de l'homme, du cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, de l'accord de Paris et du programme d'action pour l'humanité du cadre d'adaptation de Cancun de la CCNUCC, mai 2016

¹³ Dossier d'information du FMMD

¹⁴ Recommandations du FMMD pour le pacte mondial sur les migrations

¹⁵ Comme discuté lors de la TR 2.1 du FMMD, la déclaration de New York met en évidence les moteurs multidimensionnels et les causes profondes qui génèrent ou exacerbent les mouvements de masse de migrants et de réfugiés, dont les conflits armés, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la persécution, le terrorisme, les violations des droits de l'homme et autres sévices, les effets négatifs du changement climatique, les catastrophes naturelles ou d'autres facteurs environnementaux. Ces moteurs et causes profondes interagissent ou se recoupent de diverses façons. Par exemple, les conflits armés et la fragilité ont tendance à accroître de façon considérable l'impact de catastrophes et le changement climatique a souvent une incidence négative sur

efforts de gouvernance migratoire globaux qui ont été jusqu'ici mis en œuvre de façon indépendante des efforts et des dialogues en faveur du développement. Ainsi, jusqu'à présent, les approches politiques ont surtout été développées en réponse à des questions spécifiques, telles que les déplacements dus aux catastrophes naturelles¹⁶ ou la migration motivée par le changement climatique et la dégradation de l'environnement.¹⁷ Les stratégies de réponse en termes de gouvernance se sont par conséquent concentrées sur les stratégies de réduction des risques de catastrophe, la préparation et l'atténuation des risques. Le cadre de Sendai, l'initiative Nansen et la plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes ont notamment mis l'accent sur les moteurs de la migration et les déplacements liés aux catastrophes naturelles. Les moteurs de la migration font également l'objet de discussions dans le cadre des initiatives visant le retour et la réintégration afin d'assurer la réintégration et la stabilisation durables des migrants dans les communautés d'origine.¹⁸ Une autre bonne pratique a été la mise en place de campagnes d'information afin que les gens prennent conscience des risques associés à la migration irrégulière.¹⁹ Le cadre de gouvernance des migrations de l'OIM (MIGOF), adopté par le conseil de l'OIM en 2015, traite également de la question des moteurs de la migration dans ses principes et objectifs.

Or, des recherches récentes²⁰ montrent qu'il s'agit là d'une approche restrictive qui ne tient pas compte des facteurs positifs pouvant se transformer en moteurs (par exemple, les réseaux sociaux existants qui encouragent de nouveaux flux migratoires, les facteurs économiques tels que les perspectives d'emploi ou l'accès à des services et un soutien dont le pays d'origine est dépourvu). En outre, une telle approche ne tient pas non plus compte du fait que le développement humain peut être un moteur en encourageant la mobilité grâce au renforcement des capacités financières et des compétences, ce qui peut alimenter de plus grandes ambitions et la recherche de meilleures perspectives. Parmi les autres facteurs qui doivent être pris en considération figurent les réseaux sociaux et transnationaux, les relations commerciales et les voies migratoires régulières existantes.

En d'autres termes, on a de plus en plus conscience que la migration peut être une conséquence de déficits dans les domaines du développement durable, mais qu'elle peut aussi être l'expression des possibilités offertes par le développement humain, lorsqu'elle se produit de façon sûre et régulière, l'instauration de la notion de développement humain durable et le lancement du programme 2030 étant des facteurs importants à l'origine de cette évolution.

Il est dès lors important de voir la discussion sur les moteurs de la migration non pas comme une approche négative axée sur la prévention de la migration, mais comme un moyen de freiner la migration lorsqu'elle est forcée et de percevoir les moteurs comme des variables constantes dans la planification du développement. Le défi consiste donc à développer des cadres de gouvernance qui soient capables d'atténuer les risques inhérents à la migration forcée et à la migration irrégulière, tout en élaborant des stratégies proactives pour répondre aux défis liés au développement et à la paix, en acceptant la migration comme une variable constante, plutôt que de la considérer comme un problème qu'il convient de résoudre. Cela impose d'abandonner l'idée d'analyser les moteurs uniquement du point de vue des pays d'origine et d'appliquer le principe de l'universalité qui est inscrit dans le programme 2030. L'applicabilité de l'ensemble des cibles des ODD à tous les pays souligne le rôle que chacun d'entre eux a à jouer dans le domaine de la migration et fournit un cadre afin de progresser vers une gouvernance migratoire internationale plus efficace fondée sur des partenariats mondiaux. De tels partenariats entre

les moyens d'existence, les revenus, les salaires et le bien-être, ce qui a tendance à pousser les gens à partir en quête de meilleures perspectives.

¹⁶ Dossier d'information de l'OIM

¹⁷ Dossier d'information de l'OIM publié par la division Migration, Environnement et Changement climatique (MECC), dossier d'information sur la résilience de l'OIM

¹⁸ Dossier d'information sur la réintégration de l'OIM

¹⁹ Le Processus de Bali (2015) Addressing Irregular Migration through Effective Information Campaigns. <https://www.baliprocess.net/UserFiles/baliprocess/File/Project%20Booklet%20-%20Information%20Campaigns%202.pdf>

²⁰ OIM (2017) - Briefing Drivers of Migration

les pays d'origine, de transit et de destination permettraient une gouvernance migratoire qui tient compte des moteurs de la migration tout au long du cycle migratoire dans les secteurs concernés (santé, éducation, emploi, etc.) pour chaque contexte migratoire donné.

C'est dans ce contexte que le programme 2030 constitue une feuille de route importante pour la communauté internationale et les États membres et qu'il doit également être plus étroitement lié à la notion des moteurs. De même, il est indispensable de prendre en compte dans le cadre de cette discussion les engagements pris dans le cadre du projet final du pacte mondial sur les migrations, tels que soulignés dans l'objectif 2.

5. Idées d'action

Des mesures concrètes en vue d'adopter une approche globale aux moteurs pourraient donc comprendre les éléments suivants :

- Les politiques de développement et la coopération internationale peuvent influencer sur les migrations et, par conséquent, la migration doit être prise en considération dans la planification du développement, l'élaboration de politiques et la planification de la stabilisation d'après-conflit.
- Intégrer dans la planification du développement et l'élaboration de politiques des informations sur les facteurs qui influencent tant la migration régulière que la migration irrégulière.
- Approfondir la compréhension globale de l'interaction entre différents types de moteurs positifs et négatifs et le développement à travers la recherche et le partage de connaissances entre les pays d'origine, de transit et de destination.
- Promouvoir des partenariats mondiaux entre les pays et territoires d'origine, de transit et de destination pour renforcer les efforts de gouvernance migratoire tenant compte des moteurs de la migration tout au long du « continuum » de la migration.
- Veiller à ce que les efforts de gouvernance migratoire visant à traiter les moteurs de la migration soit mis en œuvre dans le cadre des efforts globaux pour atteindre les objectifs du programme 2030 et du pacte mondial sur les migrations.
- Renforcer les liens entre les acteurs humanitaires et du développement afin de travailler en parallèle sur les moteurs en rapport avec les crises humanitaires, ainsi que sur les facteurs structurels à moyen et long terme qui peuvent favoriser le développement durable aux niveaux communautaire et national. Les programmes de stabilisation communautaire et les stratégies de réduction des risques de catastrophe peuvent compléter d'autres stratégies de développement et accroître la résilience.
- Développer des stratégies axées sur la préparation pour pouvoir réagir rapidement aux chocs à court terme qui peuvent être à l'origine d'une migration forcée et irrégulière.
- Mettre en place plus de voies légales pour la migration régulière afin de répondre aux défis démographiques et économiques auxquels sont confrontés de nombreux pays, qu'il s'agisse des pays d'origine, de transit ou de destination.
- Garantir une cohérence globale des politiques et des approches globales de la gouvernance, à la fois aux échelles nationale et locale, pouvant faire le lien avec le niveau international et garantir que la migration soit discutée non seulement d'un point de vue national, mais à tous les niveaux de la gouvernance.

6. Questions directrices pour le débat de la table ronde

- Comment comprendre et mesurer les moteurs positifs et négatifs qui motivent les gens, notamment ceux qui risquent leur vie dans des migrations irrégulières ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils aborder les moteurs de la migration dans leur planification du développement et comment ceux-ci doivent-ils être pris en considération dans les discussions sur la coopération internationale pour le développement ?
- Comment améliorer la capacité de préparation des gouvernements pour répondre à des facteurs immédiats, tels que les catastrophes naturelles soudaines ou les crises d'origine humaine, tout en l'associant à des programmes de développement à moyen et long terme ?
- Quelles sont les structures de gouvernance qui existent pour la migration et sont-elles suffisantes pour les types de migrations qui ont lieu et qui pourront émerger à l'avenir ?
- Comment les États entendent-ils mettre en œuvre le pacte mondial sur les migrations au vu de l'objectif 2 (détaillé ci-dessous à l'annexe 1) et comment cette approche peut-elle être mise en rapport avec d'autres objectifs, tels que l'objectif 5 (détaillé ci-dessous à l'annexe 2) portant sur l'amélioration de la disponibilité et la flexibilité des voies migratoires régulières afin d'accroître l'incidence sur le développement à travers la prise en compte des moteurs.

Bibliographie

OIM Dossier d'information sur les moteurs

https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/issue_brief_ts2_final.pdf

<https://refugeesmigrants.un.org/drivers-migration>

OIM Global Compact Thematic Paper - Migrants and Migration Policy in the context of the adverse effects of climate change and environmental degradation

https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ODG/GCM/IOM-Thematic-Paper-Climate-Change-and-Environmental-Degradation.pdf

OIM Global Compact Thematic Paper - Enhancing Migrant Well-Being upon Return Through an Integrated Approach to Reintegration

https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ODG/GCM/IOM-Thematic-Paper-Integrated-Approach-to-Reintegration.pdf

OIM Global Compact Thematic Paper - Migration Risk and Resilience in the Context of Sudden and Slow-Onset Disaster

https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/ODG/GCM/IOM-Thematic-Paper-Migration-Risk-and-Resilience-in-the-Context.pdf

OIM The Human Development visa scheme

https://publications.iom.int/system/files/pdf/human_development_visa_scheme.pdf

FMMD Civil Society Day – Johan Wets – The value of the “Migration and Development” nexus, and migration out of choice vs. migration out of necessity

https://gfmd.org/files/documents/gfmd_brussels07_csd_session_6_en.pdf

PNUD/de Haas 2009 Human Development Research - Mobility and Human Development

<http://hdr.undp.org/en/content/mobility-and-human-development>

World Development Report 2006 - Migration and Inequality

http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2006/Resources/477383-1118673432908/Migration_and_Inequality.pdf

Sussex/DFID - Drivers of Migration

<http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp1-drivers-of-migration.pdf&site=354>

Pacte mondial sur les migrations Issue brief #2 élaboré pour la deuxième session thématique du pacte mondial sur les migrations en mai 2017 :

https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/issue_brief_ts2_final.pdf

ANNEX 1

Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, Final Draft, 11 July 2018

OBJECTIVE 2: Minimize the adverse drivers and structural factors that compel people to leave their country of origin

18. We commit to create conducive political, economic, social and environmental conditions for people to lead peaceful, productive and sustainable lives in their own country and to fulfil their personal aspirations, while ensuring that desperation and deteriorating environments do not compel them to seek a livelihood elsewhere through irregular migration. We further commit to ensure timely and full implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, as well as to build upon and invest in the implementation of other existing frameworks, in order to enhance the overall impact of the Global Compact to facilitate safe, orderly and regular migration.

To realize this commitment, we will draw from the following actions:

a) Promote the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development, including the Sustainable Development Goals and the Addis Ababa Action Agenda, and the commitment to reach the furthest behind first, as well as the Paris Agreement and the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015-2030

b) Invest in programmes that accelerate States' fulfilment of the Sustainable Development Goals with the aim of eliminating the adverse drivers and structural factors that compel people to leave their country of origin, including through poverty eradication, food security, health and sanitation, education, inclusive economic growth, infrastructure, urban and rural development, employment creation, decent work, gender equality and empowerment of women and girls, resilience and disaster risk reduction, climate change mitigation and adaptation, addressing the socioeconomic effects of all forms of violence, non-discrimination, rule of law and good governance, access to justice and protection of human rights, as well as creating and maintaining peaceful and inclusive societies with effective, accountable and transparent institutions

c) Establish or strengthen mechanisms to monitor and anticipate the development of risks and threats that might trigger or affect migration movements, strengthen early warning systems, develop emergency procedures and toolkits, launch emergency operations, and support post-emergency recovery, in close cooperation with and support of other States, relevant national and local authorities, National Human Rights Institutions, and civil society

d) Invest in sustainable development at local and national levels in all regions allowing all people to improve their lives and meet their aspirations, by fostering sustained, inclusive and sustainable economic growth, including through private and foreign direct investment and trade preferences, to create conducive conditions that allow communities and individuals to take advantage of opportunities in their own countries and drive sustainable development

e) Invest in human capital development by promoting entrepreneurship, education, vocational training and skills development programmes and partnerships, productive employment creation, in line with labour market needs, as well as in cooperation with the private sector and trade unions, with a view to reducing youth unemployment, avoiding brain drain and optimizing brain gain in countries of origin, and harnessing the demographic dividend

f) Strengthen collaboration between humanitarian and development actors, including by promoting joint analysis, multi-donor approaches and multi-year funding cycles, in order to develop long-term responses and outcomes that ensure respect for the rights of affected individuals, resilience and coping capacities of populations, as well as economic and social self-reliance, and by ensuring these efforts take migration into account

g) Account for migrants in national emergency preparedness and response, including by taking into consideration relevant recommendations from State-led consultative processes, such as the Guidelines to Protect Migrants in Countries Experiencing Conflict or Natural Disaster (MICIC Guidelines)

Natural disasters, the adverse effects of climate change, and environmental degradation

h) Strengthen joint analysis and sharing of information to better map, understand, predict and address migration movements, such as those that may result from sudden-onset and slow-onset natural disasters, the adverse effects of climate change, environmental degradation, as well as other precarious situations, while ensuring the effective respect, protection and fulfilment of the human rights of all migrants

i) Develop adaptation and resilience strategies to sudden-onset and slow-onset natural disasters, the adverse effects of climate change, and environmental degradation, such as desertification, land degradation, drought and sea level rise, taking into account the potential implications on migration, while recognizing that adaptation in the country of origin is a priority

j) Integrate displacement considerations into disaster preparedness strategies and promote cooperation with neighbouring and other relevant countries to prepare for early warning, contingency planning, stockpiling, coordination mechanisms, evacuation planning, reception and assistance arrangements, and public information

k) Harmonize and develop approaches and mechanisms at sub regional and regional levels to address the vulnerabilities of persons affected by sudden-onset and slow-onset natural disasters, by ensuring they have access to humanitarian assistance that meets their essential needs with full respect for their rights wherever they are, and by promoting sustainable outcomes that increase resilience and self-reliance, taking into account the capacities of all countries involved

l) Develop coherent approaches to address the challenges of migration movements in the context of sudden-onset and slow-onset natural disasters, including by taking into consideration relevant recommendations from State-led consultative processes, such as the Agenda for the Protection of Cross-Border Displaced Persons in the Context of Disasters and Climate Change, and the Platform on Disaster Displacement

ANNEX 2

Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, Final Draft, 11 July 2018

OBJECTIVE 5: Enhance availability and flexibility of pathways for regular migration

21. We commit to adapt options and pathways for regular migration in a manner that facilitates labour mobility and decent work reflecting demographic and labour market realities, optimizes education opportunities, upholds the right to family life, and responds to the needs of migrants in a situation of vulnerability, with a view to expanding and diversifying availability of pathways for safe, orderly and regular migration. To realize this commitment, we will draw from the following actions:

a) Develop human rights-based and gender-responsive bilateral, regional and multilateral labour mobility agreements with sector-specific standard terms of employment in cooperation with relevant stakeholders, drawing on relevant ILO standards, guidelines and principles, in compliance with international human rights and labour law

- b) Facilitate regional and cross-regional labour mobility through international and bilateral cooperation arrangements, such as free movement regimes, visa liberalization or multiple country visas, and labour mobility cooperation frameworks, in accordance with national priorities, local market needs and skills supply
- c) Review and revise existing options and pathways for regular migration, with a view to optimize skills matching in labour markets, address demographic realities and development challenges and opportunities, in accordance with local and national labour market demands and skills supply, in consultation with the private sector and other relevant stakeholders
- d) Develop flexible, rights-based and gender-responsive labour mobility schemes for migrants, in accordance with local and national labour market needs and skills supply at all skills levels, including temporary, seasonal, circular, and fast-track programmes in areas of labour shortages, by providing flexible, convertible and non-discriminatory visa and permit options, such as for permanent and temporary work, multiple-entry study, business, visit, investment and entrepreneurship
- e) Promote effective skills matching in the national economy by involving local authorities and other relevant stakeholders, particularly the private sector and trade unions, in the analysis of the local labour market, identification of skills gaps, definition of required skills profiles, and evaluation of the efficacy of labour migration policies, in order to ensure market responsive contractual labour mobility through regular pathways
- f) Foster efficient and effective skills-matching programmes by reducing visa and permit processing timeframes for standard employment authorizations, and by offering accelerated and facilitated visa and permit processing for employers with a track record of compliance
- g) Develop or build on existing national and regional practices for admission and stay of appropriate duration based on compassionate, humanitarian or other considerations for migrants compelled to leave their countries of origin, due to sudden-onset natural disasters and other precarious situations, such as by providing humanitarian visas, private sponsorships, access to education for children, and temporary work permits, while adaptation in or return to their country of origin is not possible
- h) Cooperate to identify, develop and strengthen solutions for migrants compelled to leave their countries of origin due to slow-onset natural disasters, the adverse effects of climate change, and environmental degradation, such as desertification, land degradation, drought and sea level rise, including by devising planned relocation and visa options, in cases where adaptation in or return to their country of origin is not possible
- i) Facilitate access to procedures for family reunification for migrants at all skills levels through appropriate measures that promote the realization of the right to family life and the best interests of the child, including by reviewing and revising applicable requirements, such as on income, language proficiency, length of stay, work authorization, and access to social security and services
- j) Expand available options for academic mobility, including through bilateral and multilateral agreements that facilitate academic exchanges, such as scholarships for students and academic professionals, visiting professorships, joint training programmes, and international research opportunities, in cooperation with academic institutions and other relevant stakeholders